REPUBLIQUE DU NIGER

FRATERNITE – TRAVAIL – PROGRES

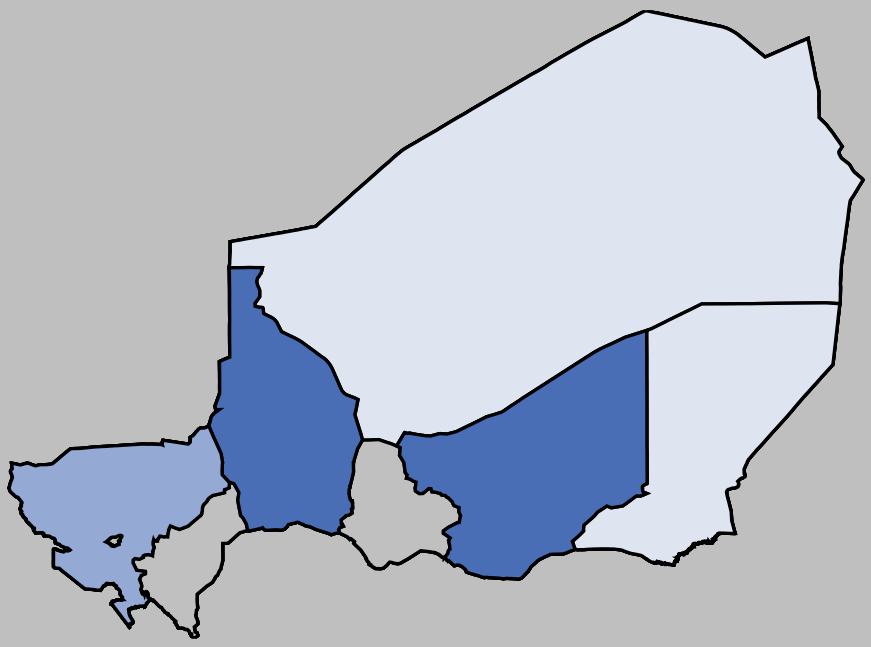
MINISTERE DE LA JUSTICE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES STATISTIQUES

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE

QUELQUES INDICATEURS DE LA JUSTICE



Edition 2022

Commission européenne

unicef

Institut National de la Statistique NIGER

BP: 466 / TEL: 20723131 /20722094/ 20723983

www.justice.gouv.ne 08001111

www.justiceinfo.ne LIGNE VERTE

Table des matières

AVANT PROPOS I

LISTE DES TABLEAUX II

LISTE DES GRAPHIQUES ET CARTE III

SIGLES ET ABREVIATIONS IV

AVERTISSEMENT VI

METHODOLOGIE VII

I. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU MINISTERE DE LA JUSTICE 1

1.1 présentation du Ministère de la Justice 1

II. ORGANISATION JUDICIAIRE 4

2.1 Évolution de l'organisation judiciaire au Niger 4

III. MOYEN DE LA JUSTICE 6

IV. OPINION DE LA POPULATION SUR LA JUSTICE 20

V. ACTIVITE D'ASSISTANCE JURIDIQUE ET JUDICAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNE ET DU TRAFFIC ILLICITE DE MIGRANTS 21

AVANT PROPOS

Conformément à notre tradition de publication des statistiques judiciaires et pénitentiaires, je me réjouis, une fois de plus, de mettre à votre disposition cette troisième (3e) édition du Tableau de Bord Statistique (TBS) du Ministère de la Justice. Ce document, qui présente quelques indicateurs clés de la justice, analyse les données concernant les activités des juridictions, la situation carcérale des détenus dans les établissements pénitentiaires ainsi que les activités des certains services centraux. Il en est de même pour les données recueillies auprès des justiciables à travers les opérations d'enquêtes nationales. Ces indicateurs sont extraits des différentes éditions de l'annuaire statistique et des rapports d'enquêtes nationales menées auprès des ménages sur la justice et les droits humains. A travers l'élaboration du présent tableau de bord, l'objectif visé est de faciliter la compréhension des données aux utilisateurs en quête d'information sur la justice et les droits humains avec des tableaux commentés et des graphiques.

Le tableau de bord est structuré à l'image de la dernière édition de l'annuaire. L'analyse des tableaux est simplement descriptive afin de susciter l'intérêt des utilisateurs pour des analyses approfondies si nécessaire.

Chers lecteurs, comme les autres documents produits par nos services compétents, celui-ci demeure aussi perfectible. C'est pourquoi, dans le souci d'améliorer la qualité des éditions futures, vos remarques, critiques et suggestions sont toujours les bienvenues. Sur ce, je vous souhaite un bon usage avec l'espoir que son contenu réponde à vos attentes.

Je tiens à remercier toutes les structures et les personnes ressources qui ont contribué à l'élaboration de ce document, et à témoigner ma reconnaissance à l'endroit de l'Institut National de la Statistique et des Partenaires Techniques et Financiers pour leurs appuis réguliers à l'élaboration des documents statistiques du Ministère de la justice.

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux

IKTA ABDOULAYE MOHAMED
Commandeur de l'Ordre National

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: TAUX DE COUVERTURE JURIDICTIONNELLE 8
TABLEAU 2: BUDGET DU MINISTERE 9
TABLEAU 3: REPARTITION DES MAGISTRATS PAR SEXE 10
TABLEAU 4: SITUATION DES MAGISTRATS EN JURIDICTION ET HORS JURIDICTION 11
TABLEAU 5: RATIO HABITANTS PAR MAGISTRAT 12
TABLEAU 6: RATIO GREFFIERS PAR MAGISTRAT DANS L'ENSEMBLE DU NIGER 13
TABLEAU 7: REPARTITION DES AVOCATS INSCRITS AU BARREAU PAR SEXE 14
TABLEAU 8: TAUX DE POURSUITE PENALE AU NIGER 15
TABLEAU 9 : EVOLUTION DES AFFAIRES ENTREES ET ARRETS/AVIS RENDUS PAR LE CONSEIL D'ETAT 16
TABLEAU 10 : NOMBRE D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DOTES DE QUARTIERS POUR MINEURS 17
TABLEAU 11 : SITUATION DES AFFAIRES ENTREES ET JUGEES PAR LES COURS D'APPELS 18
TABLEAU 12 : SITUATION DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE ACCORDEE 21
TABLEAU 13 : SITUATION DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ACCORDEE 22
TABLEAU 14 : AUTEURS DEFERES POUR TRAITE DE PERSONNES ET TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR SEXE 23
TABLEAU 15 : AUTEURS JUGES POUR TRAITE DE PERSONNES ET TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR SEXE 24
TABLEAU 16 : SITUATION DE LA POPULATION CARCERALE PAR SEXE ET TAUX D'OCCUPATION AU 31 DECEMBRE 26
TABLEAU 17 : TAUX D'OCCUPATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES AU 31 DECEMBRE 26
TABLEAU 18 : QUELQUES AFFAIRES ENTREES AU NIVEAU DES TRIBUNAUX 28

LISTE DES CARTE ET GRAPHIQUES

CARTE 1 : TAUX DE POURSUITE PENALE PAR REGION 16

GRAPHIQUE 1 : RATIO HABITANTS PAR MAGISTRAT 12
GRAPHIQUE 2 : REPARTITION DES AVOCATS INSCRITS AU BARREAU PAR SEXE 14
GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DU NOMBRE D'ARRET RENDUS PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE 14
GRAPHIQUE 4 : OPINION DE LA POPULATION SUR LA JUSTICE 20
GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DES DETENUS MINEURS RECIDIVISTE 27

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAJJ	Agence Nationale de l'Assistance Juridique et Judiciaire
ACGSCGRA	Agence Centrale de Gestion des Saisies des Confiscations, des Gels et des Recouvrements d'Avoirs
ANLTP/TIM	Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite de Migrants
BO	Bureau d'Ordre
CA	Cour d'Appel
CARM	Centre d'Accueil et de Réinsertion des Mineurs en conflit avec la loi
CBV	Coups et Blessures Volontaires
CC	Cour Constitutionnelle
CCass	Cour de Cassation
CdC	Cour des Comptes
CE	Conseil d'État
CN/OHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CNCLV	Cellule Nationale de Coordination de la Ligne Verte
CRP	Centre de Réinsertion Professionnelle
DACA/S	Direction des Affaires Commerciales, Administratives et Sociales
DACC/S	Direction des Affaires Civiles, Coutumières et des Sceaux
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DAP/G	Direction des Affaires Pénales et des Grâces
DAS	Direction des Affaires Sociales
DCI/RP	Direction de la Communication, de l'Information et des Relations Publiques
DDH	Direction des Droits de l'Homme
DEP	Direction des Études et de la Programmation
DEP/CJ	Direction de l'Entraide Pénale et de la Coopération Judiciaire
DG/OP	Direction des Greffes et Ordres Professionnels
DGAJ/S	Direction Générale des Affaires Judiciaires et des Sceaux
DGASP/R	Direction Générale de l'Administration, de la Sécurité Pénitentiaires et de la Réinsertion
DGDH/PJJ/AS	Direction Générale des Droits de l'Homme, de la Protection Judiciaire Juvénile et de l'Action Sociale
Div. AD	Division des Archives et de la Documentation
Div. CASD	Division de la Coordination des Activités Statistiques et de la Diffusion
Div. CPDS	Division de la Collecte et de la Production des Données Statistiques
Div. DAF	Division des Affaires Financières
Div. ER/P	Division des Études, Recherche et Programmation
Div. F. S	Division de la Formation et des Stages
Div. IRP	Division de l'Information et des Relations Publiques
Div. LR	Division des Lois et des Règlements
Div. PERS	Division du Personnel
Div. PMP/DSP	Division de Passation des Marchés Publics et des Délégations et des Services Publics

Div. RI	Division des Réformes et de l'Intégration
Div. SEMP	Division de Suivi et Évaluation des Marchés Publics
Div. SEPP	Division de Suivi et Évaluation des Projets et Programmes
DL	Direction de la Législation
DMP/DSP	Direction des Marchés Publiques et des Délégations de Service Public
DR/AI	Direction de la Réinsertion et des Alternatives à l'Incarcération
DRFM	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DRH	Direction des Ressources Humaines
DS	Direction des Statistiques
DSACTIR	Direction du Suivi des Accords, Conventions et Traités Internationaux et Régionaux
DSI	Direction des Systèmes d'Information
DSRP	Direction de la Sécurité et du Renseignement Pénitentiaire
EFJN	École de Formation Judiciaire du Niger
EP	Établissement Pénitentiaire
HAPDP	Haute Autorité de Protection des Données à caractère Personnel
IGSJ/P	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
INS	Institut National de la Statistique
MA	Maison d'Arrêt
MCHS	Maison Centrale de Haute Sécurité
MJ	Ministère de la Justice
MNRS/EPU	Le Mécanisme National d'Elaboration des Rapports et de Suivi des recommandations des Organes des Traités et de l'Examen Périodique Universel
PDES	Plan de Développement Économique et Social
PJSLCT/CTO	Pôle Judiciaire Spécialisé en Matière de lutte contre le terrorisme et Crime Transnational Organisé
PJSMEF	Pôle Judiciaire Spécialisé en Matière Economique et Financière
SEC	Secrétariat
SG	Secrétariat Général
SGA	Secrétariat Général Adjoint
SP	Secrétaire Particulier
SP/CSM	Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature
TAC	Tribunaux d'Arrondissements Communaux
TC	Tribunaux de Commerce
TGI	Tribunal de Grande Instance
TGI/HC-NY	Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey
TI	Tribunal d'Instance
TM	Tribunal Militaire
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VNU	Volontaires des Nations Unies

AVERTISSEMENT

Tribunal Militaire

Les données présentées dans ce document n'incluent pas celles du Tribunal Militaire.

Arrondis

Dans certains tableaux, les données présentées sont arrondies au plus proche. Il arrive que le résultat arrondi d'une opération sur des valeurs non arrondies diffère légèrement du résultat qui serait obtenu par la même opération effectuée par les mêmes valeurs arrondies.

La modalité « Autres »

Dans certains tableaux, cette modalité prend des valeurs importantes principalement dans la répartition des données par nature d'infractions. Ceci s'explique par la prise en compte des infractions spécifiques à chaque juridiction mais non répertoriées dans les fiches de collecte mises en place.

Signes conventionnels :

– Donnée nulle ou inférieure à la moitié de l'unité

… Information non disponible

/// Absence des données due à la nature des choses

r Chiffre rectifié par rapport aux informations fournies antérieurement

METHODOLOGIE

Le présent document est une œuvre de la Direction des Statistiques (DS) du Ministère de la Justice. La méthodologie a consisté tout d'abord à identifier et sélectionner des indicateurs à travers un atelier d'élaboration du document tenu à Niamey. Des tableaux en lien avec ces indicateurs sont puisés des huit (8) éditions de l'annuaire statistique déjà publiées. Des nouveaux tableaux, couvrant la période 2007 à 2021, ont alors été conçus.

Des graphiques et cartes ont également été insérés. Il faut noter que les cartes ont été générées à partir des données regroupées par région compte tenu de la limite de notre logiciel qui ne permet que l'utilisation des données régionales. Ces tableaux et/ou graphiques ont fait l'objet d'une analyse purement descriptive. Cette analyse des données administratives a été complétée par celle des indicateurs issus des enquêtes nationales réalisées respectivement en 2015, 2016, 2017 et 2021 avec l'appui technique de l'INS et de l'Institut Hague Institute for Innovation of Law (HiiL).

Enfin, le présent document a été mis en forme et soumis à l'appréciation du Comité Qualité des données judiciaires et pénitentiaires du Ministère de la Justice. Puis il a été transmis à l'INS pour validation.

I. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU MINISTERE DE LA JUSTICE

1.1 présentation du Ministère de la Justice

Le Ministère en charge de la Justice existe depuis décembre 1959, année de la formation du Premier Gouvernement de la République du Niger. À ce jour, trente-deux (32) Ministres se sont succédé à la tête de ce département ministériel.

À sa création, le Ministère de la Justice comprenait une seule Direction (la Direction des Affaires Judiciaires) comprenant elle-même deux (2) divisions. Les attributions et les compétences de ce ministère ont évolué pour mieux répondre aux aspirations du peuple nigérien à la Justice et à l'Etat de Droit ; cette dynamique s'est renforcée depuis la Conférence Nationale Souveraine tenue en 1991.

Le Ministère de la Justice a pour principale mission la mise à la disposition du justiciable ou du citoyen nigérien en général, les moyens humains et matériels notamment les magistrats, les greffiers, autres agents et des officiers ministériels et autres services et les juridictions pour la jouissance de tous les services auxquels ils ont droit. Il lui est associé la gestion des Droits de l'Homme.

Conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur notamment le décret n°2022-010/PRN du 05 janvier 2022, portant réorganisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués. Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux est chargé, en relation avec les autres Ministres concernés, de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique nationale en matière judiciaire, pénitentiaire et des droits humains, conformément aux orientations définies par le Gouvernement. Il est le dépositaire des Sceaux et armoiries de l'Etat. À ce titre, il conçoit, élabore, met en œuvre et évalue les stratégies, les programmes et les projets dans le domaine de la justice, de l'administration pénitentiaire des droits humains.

Pour accomplir cette noble mission, le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux s'appuie sur les différents organes constitutifs de son département ministériel. Conformément au décret n°2022-181/PRN/MJ du 24 février 2022 portant réorganisation du Ministère de la Justice, celui-ci comprend :

- L'administration centrale ;
- Les services déconcentrés ;
- Les services décentralisés ;
- Les programmes et les projets publics.

1. L'administration centrale comprend :

- Le Cabinet du Ministre ;

- Le Secrétariat Général ;
- L'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires ;
- Le Secrétariat Permanant du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- Les Directions Générales ;
- Les Directions Techniques Nationales ;
- Les Directions Nationales d'Appui ;
- Les Organes Consultatifs ;
- Les Administrations de Missions.

2. Les services déconcentrés

Les services déconcentrés sont entre autres les services extérieurs et les services rattachés au Cabinet du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux

a. Les services extérieurs

Des services extérieurs peuvent être créés en tant que de besoin, par arrêté du Ministre de la Justice.

b. Les services rattachés au Cabinet du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux

- Le Mécanisme National d'Elaboration des Rapports et de Suivi (MNRS) des recommandations des Organes des Traités et de l'Examen Périodique Universel ;
- La Commission Nationale OHADA.

3. Les services décentralisés

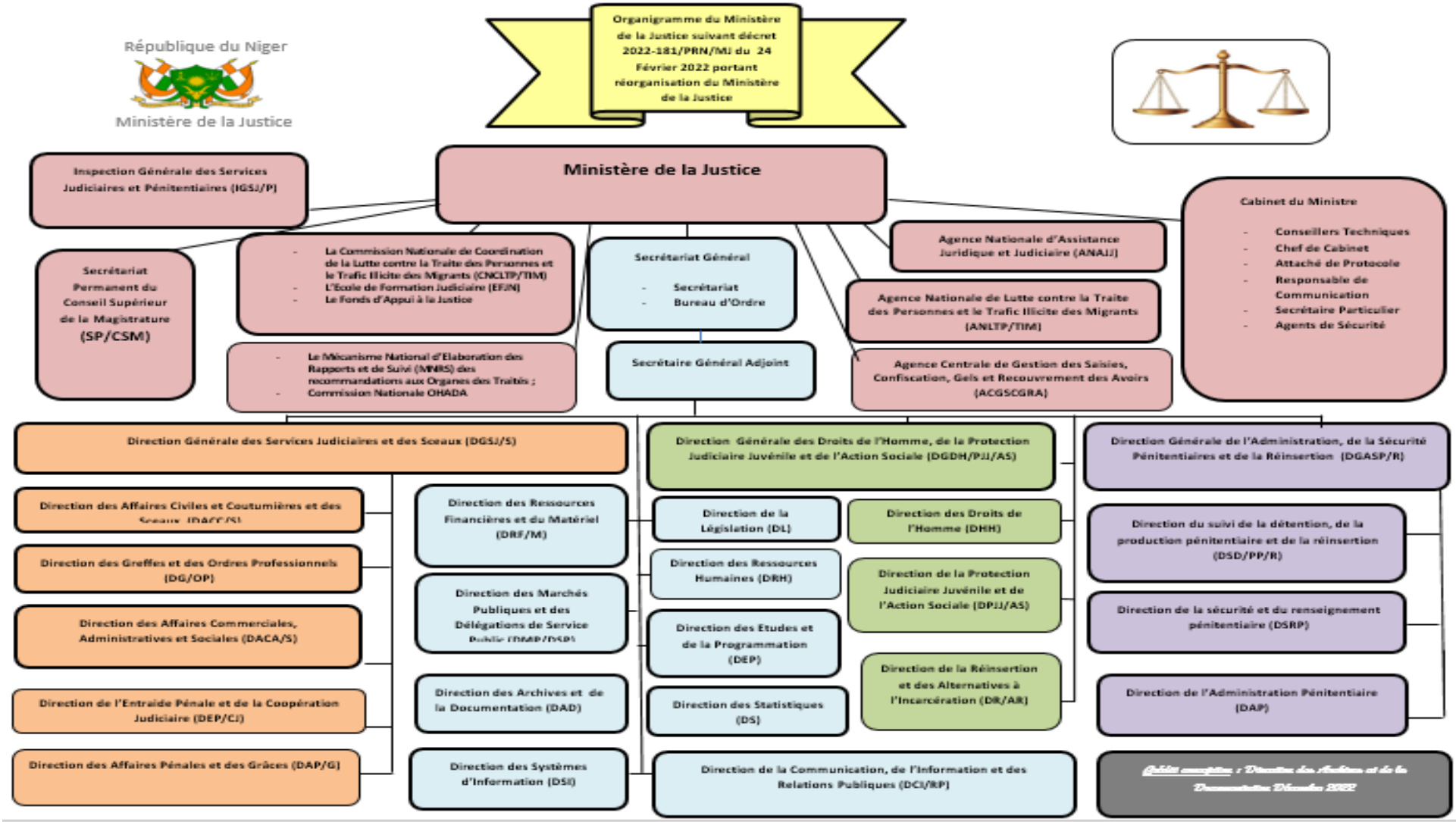
- La Commission Nationale de Coordination de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite de Migrants (CNCLTP/TIM) ;
- L'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite de Migrants (ANLTP/TIM) ;
- L'Agence Nationale de l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) ;
- L'Ecole de Formation Judiciaire du Niger (EFJN) ;
- L'Agence Centrale de Gestion des Saisies, Confiscation, Gels et Recouvrement des Avoirs (ACGSCGRA) ;
- Le Fonds d'Appui à la Justice.

4. Les programmes et projets publics

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sectorielle, l'État peut ériger une ou plusieurs activités sous forme de programmes ou de projets.

L'organigramme ci-après donne en détail la structuration du Ministère de la Justice.

Organigramme du Ministère de la Justice



II. ORGANISATION JUDICIAIRE

2.1 Évolution de l'organisation judiciaire au Niger

Depuis le référendum constitutionnel du 28 septembre 1958, consacrant l'autonomisation des différents territoires composant l'Afrique Occidentale française (AOF), le Niger a posé les premières bases de son système judiciaire à travers la loi n°59-24 du 24 décembre 1959, portant réorganisation de la Justice dans la République du Niger et la création d'un Ministère de la justice. Ainsi, de l'indépendance à nos jours, tous les gouvernements qui se sont succédés ont mis en place des politiques et entrepris des reformes tendant à développer le système de justice et élargir la carte judiciaire. Les jalons du système actuel ont été véritablement amorcés par la loi n°1962-11 du 16 mars 1962, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger qui débarrasse les services judiciaires de toute idée colonialiste par la suppression du Tribunal Supérieur d'appel, la création d'une Cour d'appel établie à Niamey, le maintien des Tribunaux de première instance de Niamey, Maradi et de Zinder en leur rattachant des Sections Judiciaires en lieu et place des tribunaux de Paix à compétence étendue. Ce texte connaitra des modifications successives ayant permis l'augmentation du nombre de Tribunaux de première instance et de Sections de tribunaux ainsi que la création de la Cour d'appel de Zinder en 1993, à laquelle toutes juridictions des ressorts de Maradi, Agadez et Diffa vont être rattachées.

La loi n°1962-11 du 16 mars 1962 prévoit aussi la création d'une Cour suprême, composée de quatre chambres (constitutionnelle, judicaire, administrative et des comptes), au-dessus de la mêlée judiciaire, qui au gré des contingences politiques, est souvent appelée Cour d'État.

La formule ainsi décrite ne sera remise en cause qu'à la faveur de l'ordonnance n°99-16 du 04 juin 1999, qui abandonne les tribunaux de première instance au profit des tribunaux régionaux et institue les délégations judiciaires à la place des justices de paix.

La véritable refonte du système judiciaire nigérien intervient avec la loi organique n°2004-50 du 22 juillet 2004, portant organisation, composition, attributions et fonctionnement des Juridictions en République du Niger qui érige le tribunal régional de Niamey en Tribunal de Grande Instance Hors Classe, institue des Tribunaux de Grande Instance au niveau de tous les chefs-lieux de région ainsi qu'à Arlit et Birni N'Konni et des Tribunaux d'instance au niveau des départements d'alors.

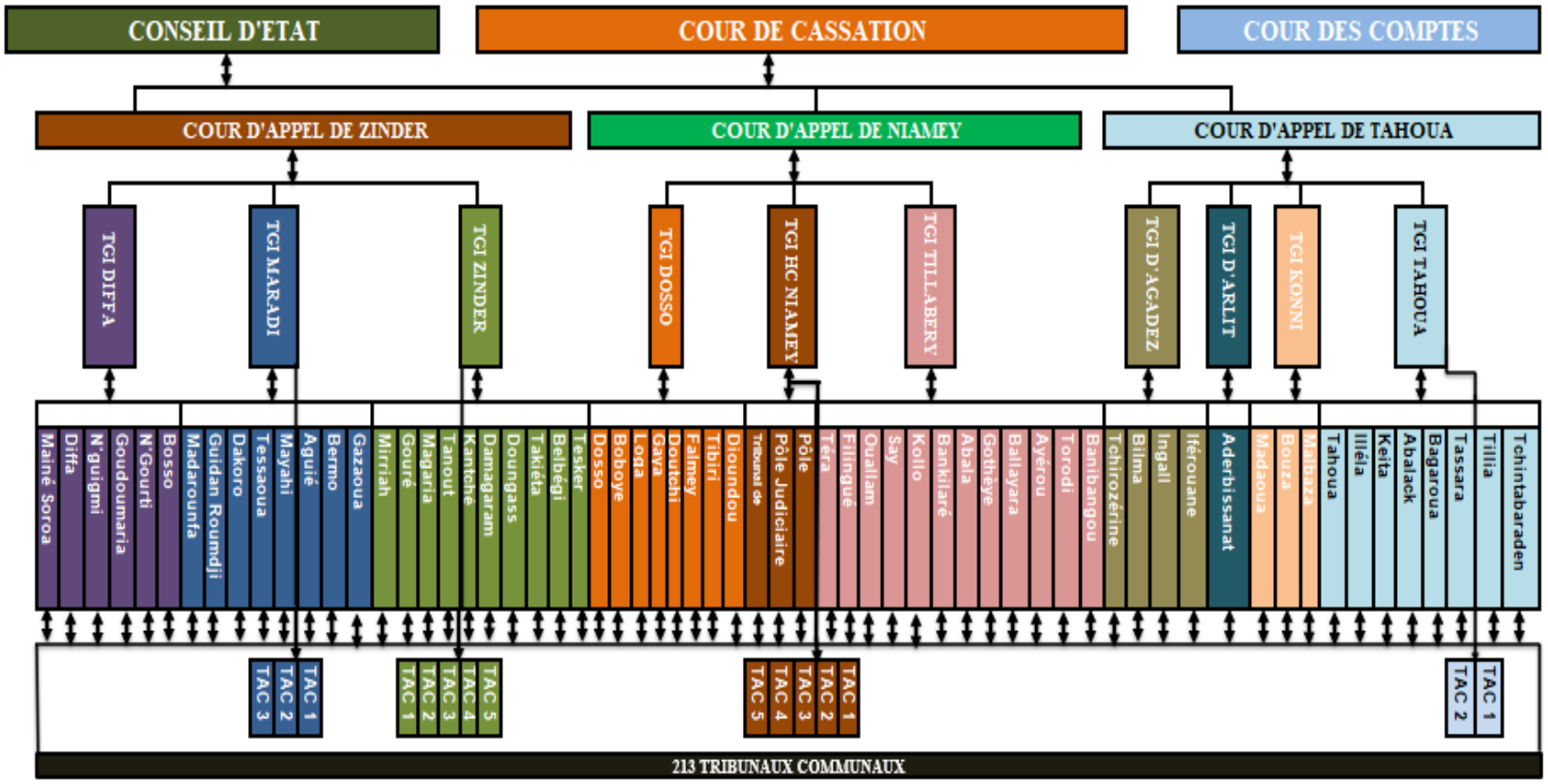
Cette réforme consacre aussi la création des tribunaux spécialisés dans certaines matières (travail, commerce, administratif, foncier rural, mineurs et juridiction militaire), l'éclatement de la Cour Suprême en quatre hautes juridictions (Cour constitutionnelle, Cour de cassation, Conseil d'Etat et Cour des Comptes).

La riposte au terrorisme, au crime transnational organisé et au crime économique et financier a amené le législateur nigérien à introduire d'autres reformes ayant abouti à la création de deux pôles judiciaires spécialisés dont l'un en matière de lutte contre le terrorisme et l'autre en matière de lutte contre la délinquance économique et financière.

En 2018, la loi 2004-50 du 22 juillet 2004 a été abrogée et remplacée par la loi n°2018-37 du 1er juin 2018 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger. Dans le souci de faciliter l'accès aux services de justice au peuple nigérien, cette nouvelle loi a apporté, entre autres nouveautés, la création des tribunaux d'arrondissements communaux et des parquets près les tribunaux d'instance.

Organisation judiciaire Niger

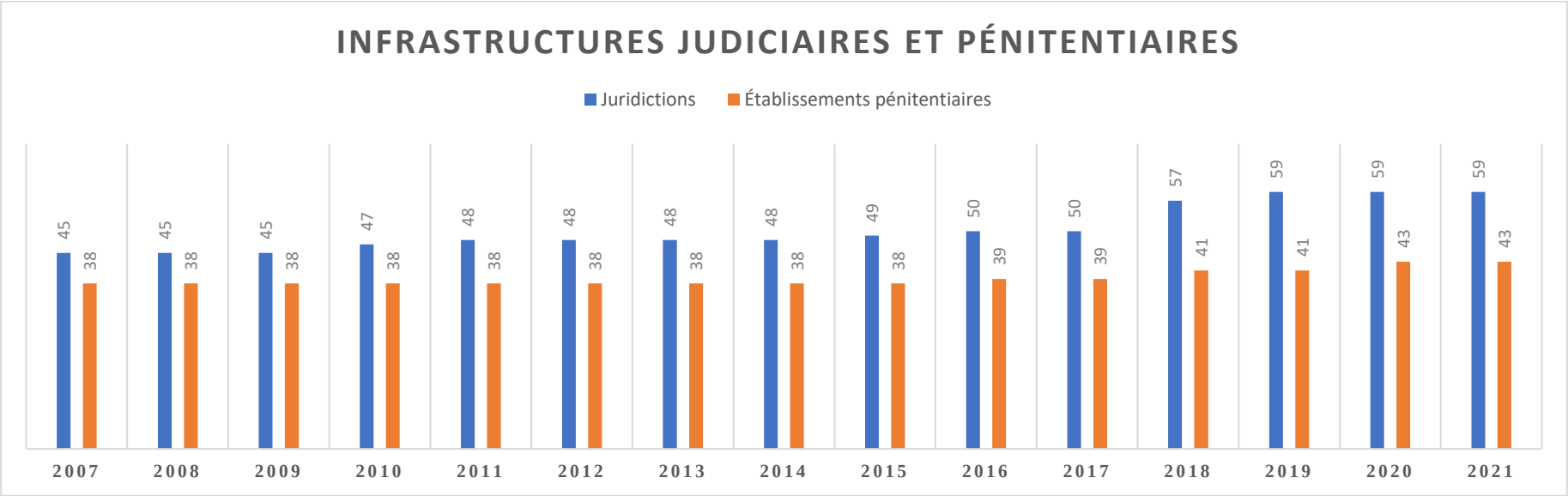
Suivant la loi n°2018-37 du 1er juin 2018 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger les services judiciaires se présentent selon l'organigramme ci-dessous.



Source : DS/MJ

III. MOYEN DE LA JUSTICE

GRAPHIQUE 1 : INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES



Le tableau ci-dessus est une présentation de l'évolution des infrastructures judicaires et pénitentiaires opérationnelles sur toute l'étendue du territoire nigérien de 2007 à 2021. En 2021, la carte judiciaire comprend 59 juridictions existantes dont 4 hautes juridictions, 3 cours d'appels, 1 tribunal de grande instance hors classe, 9 tribunaux de grande instance et 33 tribunaux d'instance, 5 tribunaux d'arrondissement communaux et 2 pôles spécialisés. D'une manière générale depuis 2007 on constate une évolution significative des juridictions passant de 44 en 2007 à 59 en 2021. Cette hausse est due à la création et l'opérationnalisation de nouvelles juridictions suite aux reformes relatives à l'organisation judiciaire entreprises à partir de 2010.

En ce qui concerne les établissements pénitentiaires, leur effectif de 38 est resté inchangé entre 2007 et 2015. A partir de 2016, on observe une augmentation portant l'effectif à 43 en 2021.

TABLEAU 1: TAUX DE COUVERTURE JURIDICTIONNELLE

Unité : pourcentage

Année	Nombre de juridictions prévues par les textes	Nombre de juridictions opérationnelles	Taux de couverture
2007	45	45	100
2008	45	45	100
2009	45	45	100
2010	47	47	100
2011	48	48	100
2012	48	48	100
2013	48	48	100
2014	48	48	100
2015	49	49	100
2016	50	50	100
2017	50	50	100
2018	85	57	67,05
2019	85	59	69,41
2020	85	59	69,41
2021	85	59	69,41

Source : annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

Le taux de couverture juridictionnelle est le rapport entre le nombre de juridictions opérationnelles et le nombre de juridictions créées par la loi. Notons que ce taux ne considère pas comme variable certaines juridictions spécialisées, les tribunaux d'arrondissement communaux et les tribunaux communaux. Il était de 100% durant la période 2007-2017 ; par la suite il est de moins de 70% sur les quatre dernières années. Cette baisse soudaine s'explique par une hausse importante (+37) du nombre des juridictions prévues par les textes passant de 45 en 2009 à 85 à partir de 2018. Ceci s'explique par la riposte au terrorisme, au crime transnational organisé et au crime économique et financier qui a amené le législateur nigérien à introduire des modifications mineures à la loi 2004-50 du 22 juillet 2004 au cours des années 2011, 2015 et 2016, sans bouleverser l'économie du texte qui reste encore en vigueur jusqu'en 2018. Ainsi, la loi n°2018-37 du 1er juin 2018 a créé des nouveaux tribunaux d'instance par la conformément au nouveau découpage administratif qui a érigé les anciens postes administratifs en départements.

TABLEAU 2: BUDGET DU MINISTERE

Année	Budget national (Milliards de FCFA)	Budget MJ (Milliards de FCFA)	Part Budget MJ dans Budget national (%)	Taux de variation du budget MJ (%)
2006	456,95	3,52	0,77	
2007	498,43	4, 07	0,82	15,63
2008	572,87	6,26	1,09	53,81
2009	761,08	5,43	0,71	-13,26
2010	712,1	6,34	0,89	16,76
2011	961,41	6,97	0,73	9,94
2012	1 262,77	19,53	1,55	180,20
2013	1 331,24	9,26	0,70	-52,59
2014	1 867,56	15,22	0,81	64,36
2015	1 785,87	10,07	0,56	-33,84
2016	1 807,21	14,13	0,78	40,32
2017	1 910,10	13,48	0,70	-4,60
2018	1 900,86	13,55	0,71	0,52
2019	2 157,31	10,55	0,49	-22,14
2020	2 514,4	14,24	0,57	34,98
2021	2 644,53	13,02	0,49	-14,04

Source : annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

La part du budget national accordée à la justice demeure toujours inférieure à l'unité à l'exception des années 2008 (1,07%) et 2012 (1,55%) où elle atteint son meilleur niveau mais demeure toujours en dessous du taux minimum (3%) recommandé par les états généraux de la justice. En comparant l'évolution du budget national et celui de la justice on remarque que le premier suit une tendance à la hausse tandis que le second est instable tout au long de la période.

En 2021, la part de budget du ministère représente seulement 0,49% du budget total de l'Etat. Elle s'est établie à 0,57% en 2019 soit une régression d'environ 14%.

Cependant, malgré la faiblesse de la part du budget du Ministère par rapport au budget national, il faut noter qu'en termes absolus, depuis 2014 celui-ci dépasse les 10 milliards de francs CFA chaque année dont plus de la moitié correspond à la masse salariale.

TABLEAU 3: REPARTITION DES MAGISTRATS PAR SEXE

Unités : nombre, pourcentage

Magistrats	Hommes	Pourcentage Hommes	Femmes	Pourcentage Femmes	Total
2008	227	87,98	31	12,02	258
2009	253	89,08	31	10,92	284
2010	286	91,08	28	8,92	314
2011	294	89,63	34	10,37	328
2012	308	91,39	29	8,61	337
2013	329	90,88	33	9,12	362
2014	347	90,84	35	9,16	382
2015	346	90,81	35	9,19	381
2016	361	90,02	40	9,98	401
2017	355	89,87	40	10,13	395
2018	359	89,97	40	10,03	399
2019	368	90,86	37	9,14	405[r]
2020	413	90,76	42	9,24	455
2021	406	90,62	42	9,38	448

Source : annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

De 2008 à 2021, le nombre de magistrats est passé de 258 à 448 (406 hommes et 42 femmes) soit une augmentation de 73,64%.

On observe chez les magistrats féminins une variation en dents de scie allant de 31 en 2008 à 42 en 2021 avec une régression en 2010, 2012 et 2019 par rapport aux années précédentes respectives.

TABLEAU 4: SITUATION DES MAGISTRATS EN JURIDICTION ET HORS JURIDICTION

Unités : nombre, pourcentage

Années	Magistrats en juridictions		Magistrats hors juridictions	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
2008	164	72,25	63	27,75
2009	225	79,23	59	20,77
2010	249	79,29	65	20,70
2011	254	77,34	74	22,56
2012	250	74,18	87	25,82
2013	294	81,22	68	18,78
2014	293	76,70	89	23,29
2015	311	81,62	70	18,38
2016	315	78,55	86	21,45
2017	307	77,72	88	22,28
2018	304	76,19	95	23,80
2019[r]	321	79,26	84	20,74
2020	…	…	…	…
2021	…	…	…	…

Source : annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

De 2008 à 2021, le pourcentage des magistrats en juridictions varie de 68 à moins de 82%. Cependant, malgré leur effectif par rapport à celui des magistrats hors juridictions, ces derniers ont connu une progression en dents de scies sur toute la période.

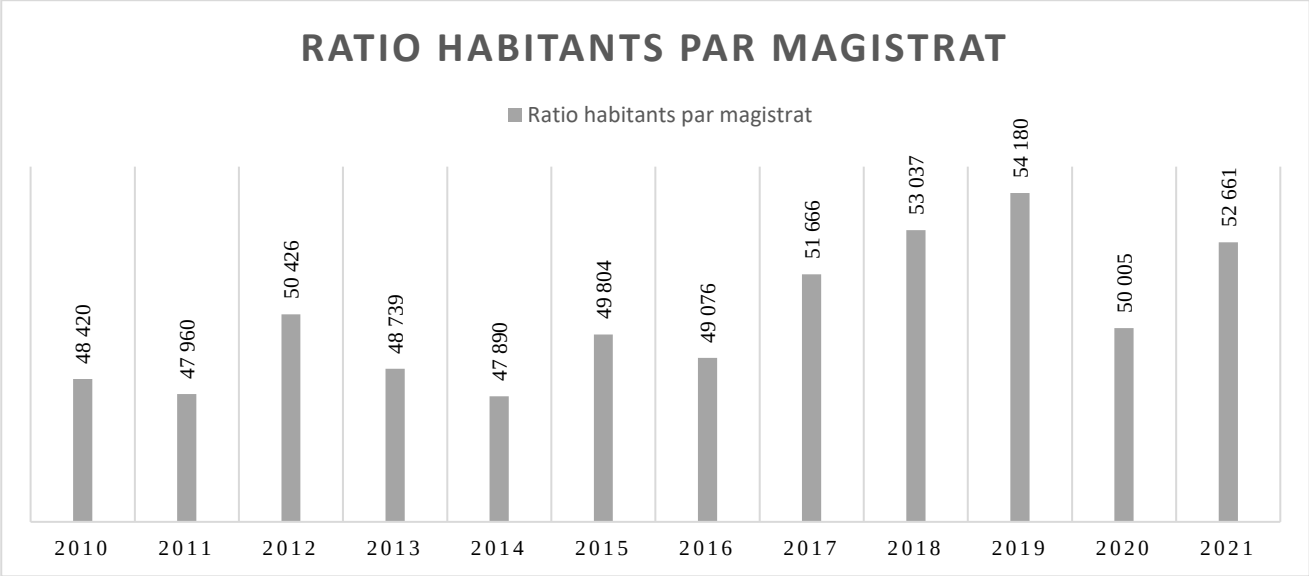
TABLEAU 5: RATIO HABITANTS PAR MAGISTRAT

Unité : pourcentage

Années	Population	Nombre de Magistrat	Ratio habitants par magistrat
2010	15 203 822	314	48 420
2011	15 730 754	328	47 960
2012	16 993 563	337	50 426
2013	17 643 363	362	48 739
2014	18 293 809	382	47 890
2015	18 975 221	381	49 804
2016	19 679 500	401	49 076
2017	20 407 944	395	51 666
2018	21 161 750	399	53 037
2019	21 942 944	405	54 180
2020	22 752 385	455	50 005
2021	23 591 983	448	52 661

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

GRAPHIQUE 2 : RATIO HABITANTS PAR MAGISTRAT



Le ratio habitants par magistrat est calculé en rapportant la taille de la population sur le nombre de magistrats. De 2010 à 2021 celui-ci est passé de 1 magistrat pour 48 420 habitants à 1 magistrat pour 52661 habitants.

Durant cette période, le meilleur ratio était obtenu en 2011 avant de se dégrader en 2012 avec un nouveau décompte de la population à travers le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2012).

Pour tendre vers la cible de 1 magistrat pour 20 000 habitants, des efforts doivent encore être fournis en termes de recrutement des magistrats.

TABLEAU 6: RATIO GREFFIERS PAR MAGISTRAT DANS L'ENSEMBLE DU NIGER

Années	Greffiers	Magistrats	Ratios
2008	211	258	0,82
2009	227	284	0,80
2010	212	314	0,68
2011	199	328	0,61
2012	199	337	0,59
2013	350	362	0,97
2014	350	382	0,92
2015	358	381	0,94
2016	358	401	0,89
2017	355	395	0,9
2018	398	399	0,99
2019	392	405	0,96
2020	…	455	…
2021	369	448	0,82

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

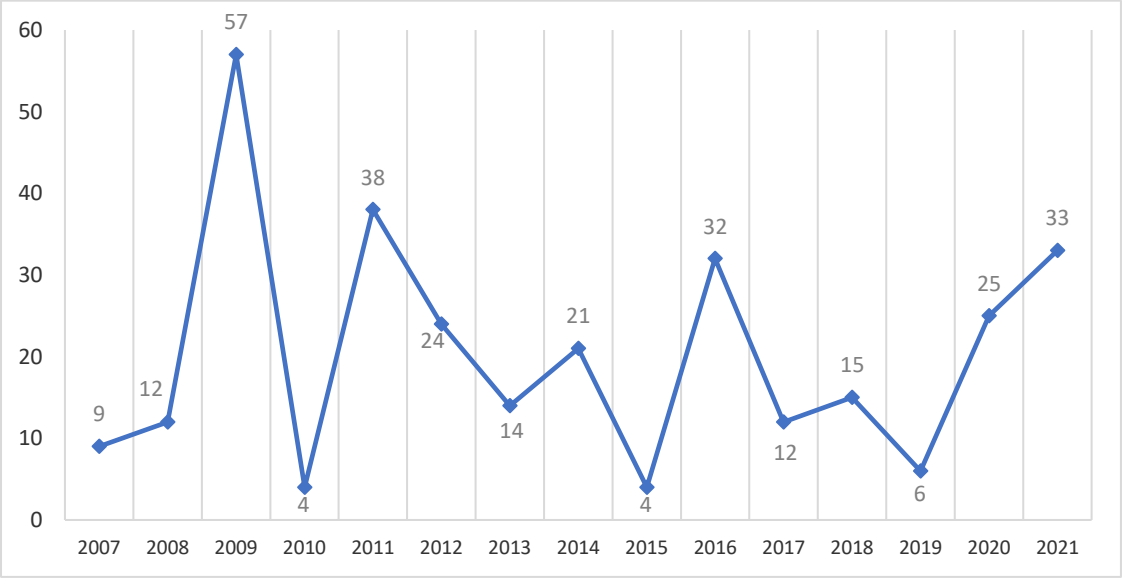
Le ratio greffiers par magistrat est le rapport entre l'effectif des greffiers et celui des magistrats. Il exprime le besoin d'un magistrat en greffiers pour une meilleure prestation dans une juridiction. L'évolution de ce ratio de 2008 à 2021 est de moins d'un (1) greffier pour un (1) magistrat sur toute la période. Néanmoins, ce ratio est très proche de 1 en 2018.

TABLEAU 7: REPARTITION DES AVOCATS INSCRITS AU BARREAU PAR SEXE

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Homme	115	115	104	97	108	105	106	100	119	112	111	111	121	116
Femme	7	7	8	6	11	11	11	11	15	12	13	13	12	14
Total	122	122	112	103	119	116	117	111	134	124	124	124	133	130

En 2021, 130 avocats inscrits au barreau ont été recensés sur l'ensemble du territoire national contre 112 en 2008 soit une augmentation de 16%. La majorité des avocats inscrits chaque année sont de sexe masculin avec une proportion allant de 85 à 94,1% de l'effectif total. En ce qui concerne les femmes, on remarque qu'elles commencent à s'intéresser de plus en plus à la profession avec 14 femmes avocates en 2021 contre 7 en 2008, soit le double. En observant toute la période, on constate que c'est en 2016 que l'effectif des avocats atteint son maximum (134) où on a pu recenser un nombre important d'hommes (119) et de femmes (15) inscrites sur la liste du barreau.

GRAPHIQUE 3: EVOLUTION DU NOMBRE D'ARRET RENDUS PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE



En 2021, on décompte 33 arrêts rendus contre 25 en 2020, soit une hausse de plus de 30%. L'analyse de toute la période nous montre que la cour a été beaucoup plus active en 2009 (57) qui coïncide avec la période des élections. De même on observe un nombre important d'arrêts rendu en 2011 (38), 2016 (32) et 2021 (33).

TABLEAU 8: TAUX DE POURSUITE PENALE AU NIGER

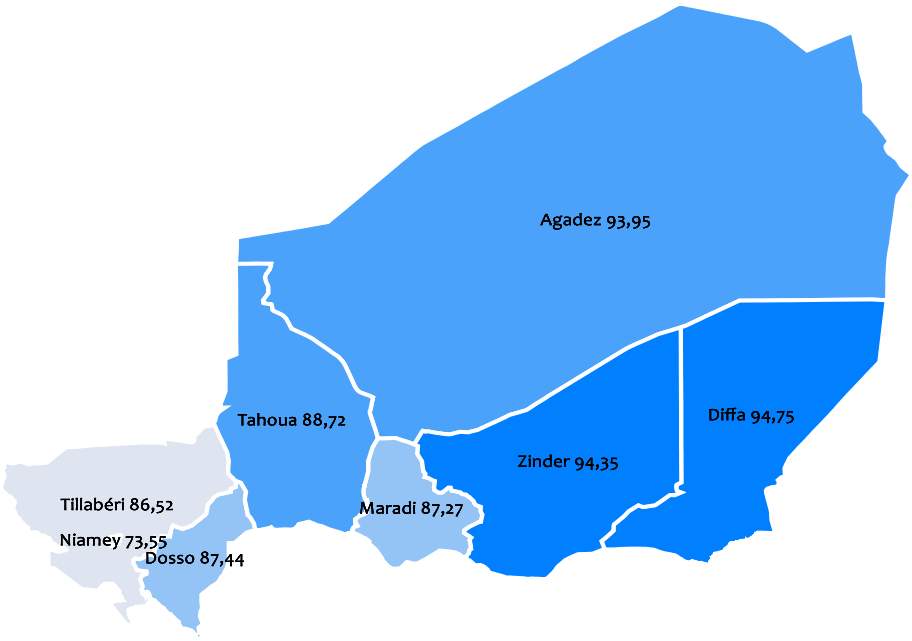
Unité : pourcentage

Année	Taux de poursuite pénale
2007-2008	82,90
2008-2009	80,43
2009-2010	83,09
2010-2011	81,79
2011-2012	84,46
2012-2013	83,16
2013-2014	84,21
2014-2015	87,16
2015-2016	86,39
2016-2017	85,06
2017-2018	85,18
2018-2019	85,07
2019-2020	83,76
2020-2021	85,34

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

Le taux de poursuite pénale est le pourcentage des affaires poursuivies par rapport aux affaires enregistrées au niveau des parquets des tribunaux. La situation présentée dans ce tableau résume les poursuites engagées dans l'ensemble des TGI et TI d'octobre 2007 à septembre 2021. Sur cette période, on constate que plus de 8 affaires sur 10 enregistrées aux parquets de l'ensemble des tribunaux du Niger ont fait objet de poursuite. L'année 2014-2015 enregistre particulièrement le taux le plus élevé (87,16%).

CARTE 1 : TAUX DE POURSUITE PENALE PAR REGION



Cette carte retrace les poursuites pénales en fonction des régions. Ainsi, toutes les régions ont un taux de poursuite pénale supérieur à 70%. Les régions d'Agadez, Zinder et Diffa s'illustrent avec plus de 90% et les autres régions se retrouvent entre 73 et 89%.

TABLEAU 9 : EVOLUTION DES AFFAIRES ENTREES ET ARRETS/AVIS RENDUS PAR LE CONSEIL D'ETAT

Unité : Nombre

Année	Affaires entrées	Arrêts et avis rendus dans l'année
2010-2011	233	226
2011-2012	81	66
2012-2013	78	75
2013-2014	103	74
2015 [1]	93	77
2016	103	103
2017	238	124
2018	290	116
2019	300	90
2020	382	164
2021	388	135

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

[1] Les données sont produites en année civile par le Conseil d'Etat à partir de cette année

La principale observation réside dans le fait qu'à partir de 2017 les affaires enregistrées connaissent une hausse qui peut s'expliquer par une meilleure connaissance des attributions et du fonctionnement de cette juridiction par le justiciable.

TABLEAU 10 : NOMBRE D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DOTES DE QUARTIERS POUR MINEURS

Unités : nombre, pourcentage

Années	Quartiers pour mineurs	Pourcentage
2010	12	31,58
2011	12	32,00
2012	12	31,58
2013	17	44,74
2014	17	44,74
2015	17	44,74
2016	18	46,15
2017	18	46,15
2018	20	48,78
2019	20	48,78
2020	20	48,78
2021	20	48,78

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

Les établissements pénitentiaires dotés de quartiers pour mineurs sont restés stables de 2010 à 2012 avec un pourcentage de 31,58%. Une tendance à la hausse a été observée à partir de 2013 jusqu'à 2018 avec la création de 8 nouveaux quartiers pour mineurs. La situation reste stable jusqu'en 2021.

TABLEAU 11 : SITUATION DES AFFAIRES ENTREES ET JUGEES PAR LES COURS D'APPELS

Unité : nombre

Année	Cour d'appel de Niamey			Cour d'appel de Zinder			Cour d'appel de Tahoua		
	Affaires entrées	Affaires jugées	Pourcentage	Affaires entrées	Affaires jugées	Pourcentage	Affaires entrées	Affaires jugées	Pourcentage
2007-2008	778	690	88,69	276	182	65,94	///	///	///
2008-2009	1 036	880	84,94	402	347	86,32	///	///	///
2009-2010	1 492	956	64,08	392	266	67,86	///	///	///
2010-2011	902	405	44,90	582	113	19,42	///	///	///
2011-2012	450	444	94,07	434	300	69,12	///	///	///
2012-2013	1 136	763	67,16	651	215	33,03	///	///	///
2013-2014	1 802	565	31,35	657	636	96,8	///	///	///
2014-2015	970	317	32,68	555	373	67,21	///	///	///
2015-2016	911	767	84,19	255	146	57,25	///	///	///
2016-2017	891	518	58,14	537	272	50,65	///	///	///
2017-2018	1 082	655	60,54	560	328	58,57	///	///	///
2018-2019	1 400	513	36,64	751	352	46,87	///	///	///
2019-2020	996	751	75,40	645	212	32,87	194	112	57,73
2020-2021	1 101	673	61,13	208	158	75,96	201	56	27,86

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

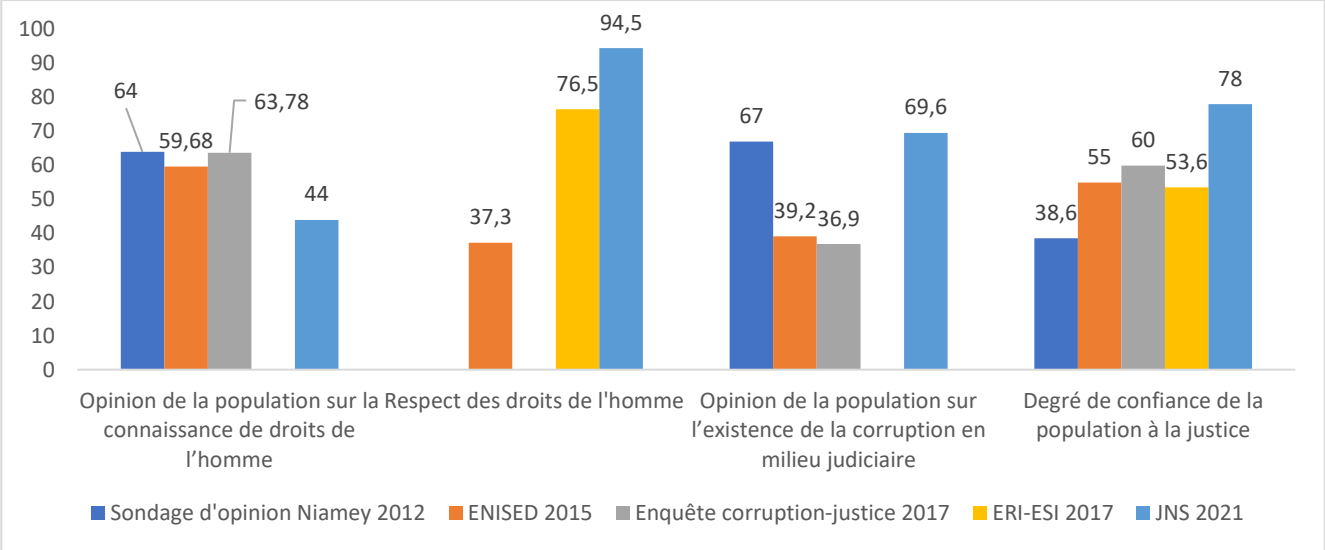
La situation des affaires entrées et jugées dans les cours d'appel de 2007 à 2021 montre que le nombre d'affaires entrées et jugées varie selon les années et les cours. Ainsi, la cour d'appel Niamey a enregistré le plus grand nombre d'affaires en 2013-2014. On constate que c'est en 2009-2010

qu’un plus grand nombre d’affaires a été jugé. Quant à la cour d’appel de Zinder, elle a enregistré son plus grand effectif d’affaires nouvelles en 2018-2019 et elle a jugé plus d’affaires en 2013-2014. Durant les deux années d’exercice de la cour d’appel de Tahoua, on constate une augmentation du volume d’affaires enregistrées en 2020-2021 par rapport à l’année précédente. Par contre plus d’affaires ont été jugées en 2019-2020.

IV. OPINION DE LA POPULATION SUR LA JUSTICE

Il s'agit des données recueillies auprès des ménages à travers des enquêtes d'opinions réalisées en 2012, 2015, 2017 et 2021 avec l'appui technique et financier des partenaires du Ministère et de l'Institut National de la Statistique (INS).

GRAPHIQUE 4: OPINION DE LA POPULATION SUR LA JUSTICE



JNS : Justice Needs and satisfaction in Niger

En 2012, un sondage d'opinion a été mené spécifiquement sur la population de la ville de Niamey. L'enquête a révélé qu'environ six (6) nigériens sur dix (10) ont une notion sur les droits de l'Homme et pensent que le système judiciaire est aussi corrompu. Quant au niveau de confiance, on constate que seulement 38,6% des répondants font toujours confiance à la justice.

Le pourcentage de la population ayant une connaissance sur les droits de l'Homme a baissé en 2021 malgré les efforts fournis en matière de sensibilisation sur le domaine. Il était de plus de 50% à Niamey en 2012 et sur l'ensemble du territoire en 2015 et 2017. En matière de respect de droits de l'Homme, 94.50% pensent que ces droits sont respectés en 2021 alors qu'ils n'étaient que de 35% en 2015. Concernant l'opinion de la population sur l'existence de la corruption en milieu judiciaire, environ 70% des enquêtés en 2021 pensent que le phénomène existe alors qu'en 2015 et 2017, ils étaient moins de 40%. Néanmoins, en 2021 78% de la population enquêtée affirment avoir confiance à la justice. Il faut noter que de 2015 à 2017 plus de 50% ont affirmé avoir confiance à la justice.

V. ACTIVITE D'ASSISTANCE JURIDIQUE ET JUDICAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNE ET DU TRAFFIC ILLICITE DE MIGRANTS

Cette partie est consacrée à l'assistance juridique et judiciaire ainsi que la présentation des données administratives relatives à la traite de personnes et au Traffic illicite de migrants.

TABLEAU 12 : SITUATION DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE ACCORDEE

Unité : Nombre

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020[2]	2021
Agadez	1 024	1 024	-	847	1167	847	100
Arlit	298	188	-	25	105	248	131
Diffa	13	76	-	-	1 350	830	41
Dosso	72	50	-	279	435	331	134
Konni	228	4 856	-	-	-	361	87
Maradi	19	723	-	720	2 574	284	671
Niamey	36	108	-	412	1 283	2 014	1 154
Tahoua	16	357	-	512	1 409	1 118	522
Tillabéry	1	113	-	4 305	4 532	936	631
Zinder	66	108	-	696	701	2 518	422
VNU/CJ	16 089	23 075	1 771	11 006	13 658	**23 352***	**75 320***
Total	**17 862**	**30 678**	**1 771**	**18 802**	**27 214**	**32 839**	**79 213**

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_4-9

Le tableau ci-dessus retrace la situation de l'assistance juridique accordée par les juridictions. On note une augmentation du nombre de personnes assistées ces deux dernières années du aux assistances apportées par les cliniques juridiques. En 2021, la juridiction de Diffa est la région qui a accordé moins d'assistance juridique (47) suivi de Konni avec 87 assistances.

2 A partir de cette année, les VNU ont été remplacés par les coordonnateurs des cliniques juridiques dans les assistances juridiques

TABLEAU 13 : SITUATION DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ACCORDEE

Unité : nombre

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Agadez	34	62	12	4	27	42	27
Arlit	25	27	40	71	73	27	30
Diffa	26	12	99	102	51	141	16
Dosso	153	110	74	36	153	191	102
Konni	64	84	6	59	41	53	47
Maradi	119	88	138	49	294	144	327
Niamey	7	-	-	///	113	176	38
Tahoua	63	18	95	25	86	103	142
Tillabéry	69	30	-	5	61	47	5
Zinder	35	116	225	57	137	161	174
Barreau		141	318	508	465	322	135
Total	595	688	1 007	916	1 501	1 407	1 043

Source : Annuaire statistique

Globalement, l'effectif des bénéficiaires de l'assistance judiciaire a connu une évolution positive depuis 2015 ayant presque triplé en 2019 et 2020. Cependant, des disparités existent entre les TGI où les assistances sont faibles voire nulles comme à Niamey entre 2015 et 2018. Les TGI de Maradi, Dosso et Zinder enregistrent les effectifs les plus importants sur toute la période. La contribution du barreau à partir de 2016 a été très importante.

TABLEAU 14 : AUTEURS DEFERES POUR TRAITE DE PERSONNES ET TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR SEXE

Unité : Nombre

Infractions	2016			2017			2018			2019			2020		
	M	F	**T**	M	F	**T**	M	F	**T**	M	F	**T**	M	F	**T**
Traite de personnes	8	16	**24**	18	41	**59**	-	-	**-**	5	-	5	3	-	3
Traite des enfants	-	-	**-**	19	35	**54**	-	-	**-**	-	-	-	-	-	-
Exploitation de la prostitution d'autrui	-	1	**1**	-	-	**-**	8	15	**23**	2	1	3	-	4	4
Exploitation de la mendicité	-	-	**-**	-	-	**-**	5	4	**9**	4	-	4	2	2	4
Exploitation du Travail ou du service forcé	-	-	**-**	1	-	**1**	1	-	**1**	-	1	1	6	1	7
Trafic d'organe	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	-	-	-	-
Travail forcer des enfants	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	**-**			-	1	-	1
Servitude domestique	-	-	**-**	-	-	**-**	1	1	**2**	1	-	1	1	-	1
Esclavage et pratique analogue	-	2	**2**	1	-	**1**	-	-	**-**	1		1	-	-	-
Trafic illicite de Migrants	55	-	**55**	179	1	**180**	-	-	**-**	122	-	122	93	3	96
Mariage Précoce ou forcé	-	5	**5**	5	5	**10**	-	-	**-**	-	-	-	2		2
Proxénétisme	-	-	**-**	4	2	**6**	5	2	**7**	1	2	3	1	5	6
Servitude pour dette	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	**-**	-	-	-	-	-	-
Autres	148	-	**148**	1	2	**3**	75	-	**75**	5	6	11	5	-	5
Total	**211**	**24**	**235**	**228**	**86**	**314**	**95**	**22**	**117**	**141**	**10**	**151**	**114**	**15**	**129**

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_5-9

Ce tableau traite des auteurs déférés de 2016 à 2020 pour traite de personnes et trafic illicite de migrants par sexe. L'effectif des personnes déférées pour trafic illicite de migrants a connu une hausse en 2017 avec 179 hommes et 1 femme comparativement à 2015 et 2016 avec respectivement un total 29 et 55 personnes déférées ; un nombre relativement important est également observé en 2019 (122) et 2020 (96).

En matière de lutte contre la traite de personnes et infractions assimilées, la majorité des personnes déférées de 2015 à 2017 sont de sexe féminin. Le tableau fait ressortir que c'est seulement en 2017 que les auteurs pour traite des enfants ont été appréhendés et déférés devant les juridictions.

TABLEAU 15 : AUTEURS JUGES POUR TRAITE DE PERSONNES ET TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR SEXE

Unité : Nombre

Infractions	2016			2017			2018			2019			2020		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
Traite de personnes	2	2	4	2	3	5	-	-	-	5		5	2	-	2
Traite des enfants	///	///	-	1	-	1	-	-	-			0	-	-	-
Exploitation de la prostitution d'autrui	-	1	1	-	-	-	2	6	8	1		1	-	1	1
Exploitation de la mendicité	-	-	-	-	-	-	5	10	15	3		3	2	-	2
Exploitation du Travail ou du service forcé	-	-	-	1	-	1	-	-	-		1	1	-	-	-
Trafic d'organe	-	-	-	-	-	-	-	-	-			0	-	-	-
Travail forcer des enfants			-	-	-	-	-	-	-			0	1	-	1
Servitude domestique	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1		1	-	-	-
Esclavage et pratique analogue	-	2	2	-	-	-	-	-	-	1		1	-	-	-
Trafic illicite de migrants et autres criminalités transnationale	23	-	23	130	2	132			71	71		71	35		35
Mariage Précoce ou forcé	-	-	-	-	-	-	-	-	-			-	1	-	1
Proxénétisme	///	///	///	2	2	4	3	1	4		1	1	1	-	1
Servitude pour dette	///	///	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	148	-	148	-	1	1	8	-	8	1		1	2	-	2
Total	173	5	178	136	8	144	19	17	107	83	2	85	44	1	45

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_5-9

La situation globale des auteurs jugés pour trafic illicite de migrants et traite de personnes fait ressortir que c'est en 2016, 2019 et 2020 que beaucoup d'auteurs ont été jugés avec respectivement 178, 85 et 45 personnes.

V. POPULATION CARCERALE

TABLEAU 16 : SITUATION DE LA POPULATION CARCERALE PAR SEXE ET TAUX D'OCCUPATION AU 31 DECEMBRE

Unité : Nombre

Détenus	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Prévenus	**2891**	**2947**	**2666**	**4 610**	**5168**	**4539**	**4201**	**6210**	**6017**	**4654**	**5826**	**5145**	**5404**	**6289**
Masculins	2694	2734	2529	4 431	4996	4298	3952	5909	5780	4450	5536	4872	5147	6036
Féminins	197	213	137	179	172	241	249	301	237	204	290	273	257	253
Proportion	43,38	42,90	49,95	60,30	58,92	56,29	53,67	59,81	63,32	54,86	59,79	56,00	60,61	61,78
Condamnés	**3 773**	**3 922**	**2671**	**3 035**	**3603**	**3524**	**3627**	**4173**	**3486**	**3829**	**3918**	**4042**	**3512**	**3890**
Masculins	3726	3888	2653	2 958[r]	3550	3440	3538	4055	3429	3746	3856	3978	3467	3827
Féminins	47	34	18	77	53	84	89	118	57	83	62	64	45	63
Proportion	56,62	57,10	50,05	39,70	41,08	43,71	46,33	40,19	36,68	45,14	40,21	44,00	39,39	38,22
Total	**6 664**	**6 869**	**5 337**	**7 645**	**8 771**	**8 063**	**7 828**	**10 383**	**9 503**	**8 483**	**9 744**	**9 187**	**8916**	**10179**
Nombre de place théorique	8 840	8 840	8 840	9 700	9700	9 700	9 700	9 700	9 700	10 005	10 005	10 455	10455	10455
Taux d'occupation (%)	**75,38**	**77,7**	**60,37**	**78,81**	**90,42**	**83,12**	**80,7**	**107,04**	**97,97**	**84,79**	**97,39**	**87,87**	**85,28**	**97,36**

Source : Annuaire statistique

A la lecture du tableau, on constate que le nombre de personnes qui ont séjourné au sein des établissements pénitentiaires a connu une hausse ces dernières années. Néanmoins il faut noter que le nombre des femmes condamnées à régressé entre 2015 (118 femmes) et 2021 (63 femmes). Quant à la capacité théorique d'accueil, elle est la même depuis 2019.

TABLEAU 17 : TAUX D'OCCUPATION DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES AU 31 DECEMBRE

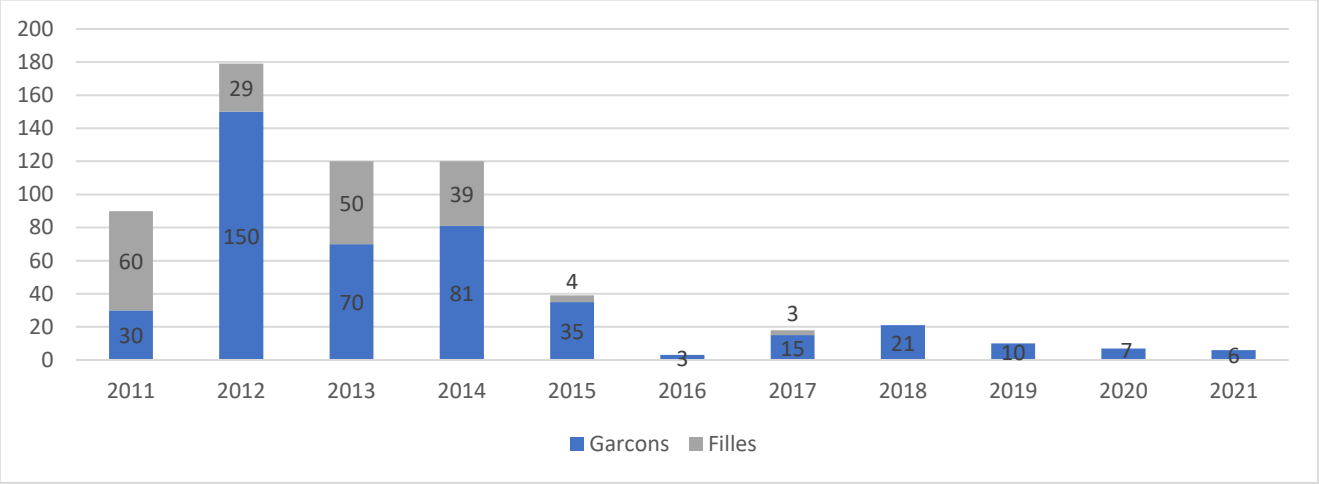
Unité : pourcentage

Établissements pénitentiaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Abalak	171,0	246,0	27,0	41,3	72,0	63,0	59,5	55,5	72,5
Agadez	136,0	176,0	123,0	154,0	170,0	146,0	154,4	147,6	163,2
Aguié	///	///	///	///	///	///	41,6	58,4	58,0
Arlit	171,0	225,5	300,5	89,0	134,0	152,7	136,5	97,5	127,5
Bilma	///	///	///	///	…	62,0	98,0	98,0	130,0
Boboye	61,0	56,0	76,0	89, 0	83,2	65,6	…	61,2	67,2
Bouza	40,0	27,5	141,7	69,2	76,7	75,8	89,2	94,2	115,8
Daikaina	21,0	15,3	…	128, 0	135,0	149,2	169,2	134,2	160,8
Dakoro	120,0	150,0	190,0	154,2	274,0	153,0	288,0	279,0	379,0
Dakoro (CRJ)	20,0	28,0	-	31,0	265,0	352,0	253,0	224,0	284,0
Diffa	141,0	187,0	352,0	155,0	130,0	99,3	116,0	120,7	168,0
Dosso	227,0	217,0	194,0	237,0	64,7	71,0	88,7	48,3	63,0
Doutchi	103,3	94, 7	142,0	110,0	62,3	56,8	84,3	74,0	106,8
Filingué	58, 7	60,3	45,0	56, 3	169,3	205,3	176,0	161,3	195,3
Gaya	99,0	55,0	93,0	128,0	73,7	60,0	49,3	39,7	44,0
Gouré	54,8	36,8	37,3	178,0	142,5	223,8	238,8	162,5	190,0
Guidan -Roumdji	26,8	29,3	44,0	55,0	77,4	80,5	58,4	24,7	27,9
Illéla	376,3	218,8	88,8	118,8	44,2	52,5	55,0	64,2	74,0
Keita	52,0	54,0	41,0	48,0	198,8	126,4	…	40,0	42,8
Kollo	19,9	15,5	60,4	79,7	///	40,4	50,0	56,8	76,8
Konni	37,3	35,2	44,0	53,3	143,3	151,3	141,3	111,3	124,0
Koutoukalé	51,2	36,8	…	185,6	///	///	85,6	88,4	100,4
Loga	///	///	///	///	264,2	243,3	190,0	188,3	199,2
Madaoua	120,0	120, 7	88,0	123,3	270,0	132,0	280,0	490,0	482,0
Madarounfa	///	///	///	///	171,1	102,0	106,3	104,9	109,4
Magaria	120,0	161, 7	185,8	220,0	130,0	114,0	182,0	157,0	91,0
Mainé-Soroa	120,0	170,0	104,0	264, 0	48,8	29,2	46,8	14,0	38,4
Maradi	133,0	121,0	133,0	143,0	…	51,0	53,7	65,0	53,3
Matameye	62,0	89,0	390,0	86,1	307,9	306,1	309,9	332,8	395,3
Mayahi	38,4	36,0	36,8	27,2	121,3	108,8	285,0	11,3	35,0
N'Guigmi	36,0	47, 7	…	…	76,0	95,2	94,8	81,2	86,0
Niamey	247,0	305,0	349,0	337,0	34,2	71,3	69,1	29,1	41,3
Ouallam	135,0	133,8	…	87,5	51,0	109,0	///	///	///
Say	72,0	89,6	82,8	112,8	104,0	128,0	123,0	65,0	69,0
Tahoua	76,0	54, 9	8, 4	50,0	87,6	76,4	87,2	86,8	87,2
Tanout	72,0	77,0	306,0	92,0	87,2	98,4	59,6	56,8	62,0
Tchintabaraden	148,0	128,0	170,0	86,6	134,0	120,0	156,0	110,0	99,3
Téra	79,4	113, 9	86,1	72,8	25,1	90,0	114,4	102,7	81,9
Tessaoua	44,0	74,0	111,6	147,6	-	40,0	39,0	32,0	32,0
Tillabéry	72, 7	63,3	72, 7	78, 7	80,0	55,0	…	37,7	26,3
Zinder	136,0	65,0	298,0	45,0	…	44,9	…	23,9	33,9
Total	83,1	80,7	107,0	97,8	84,8	97,4	87,9	85,3	97,4

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

Ce tableau traite du taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre de chaque année. Certains établissements comme Agadez, Dakoro, Diffa, Dosso, Niamey et Mainé-Soroa ont un taux très élevé par rapport à leurs capacités théoriques respectives allant de 120 à plus de 400% de 2013 à 2021 selon les années. Néanmoins, le taux global d'occupation reste inférieur à 100% sauf en

GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DES DETENUS MINEURS RECIDIVISTES



La recidive des mineurs était plus fréquente entre 2011-2015 ; par la suite l'effectif des recidivistes a considerablement diminué sur les sept (7) dernieres années surtout en 2016. Il est aussi important de noter qu' aucune fille recidiviste n'a été enregistrée par les maisons d'arrêts depuis 2018.

TABLEAU 18 : QUELQUES AFFAIRES ENTREES AU NIVEAU DES TRIBUNAUX

Unité : Nombre

Infractions	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Assassinat	27	15	12	35	26	28	26	20	29	30	31	36
Détournement de deniers publics	18	4	18	23	19	15	25r	74r	23r	25	4	5
Meurtre	42	26	57	48	40	43	46	50	55r	58	62	71
Terrorisme	///	///	///	///	///	///	29	106	-	-	-	19
Affaires civiles	1 760	737	2 660	4 729	1 539	1 229	3 437	3 246	2 695	2 585	1 880	1 713
Affaires commerciales	123	63	196	240	28	265	19	41	62	35	41	46
Litiges champêtres et fonciers	564	905	959	1 401	1 449	1 507	1 436	1 545	1 656	2 111	594	517
Divorces	1 050	948	1 019	1 118	1 473	1 369	1 603	1 442	1 366	1 166	983	937
Successions	147	88	265	139	155	171	294	254	164	124	133	265

Source : Annuaire statistique/MJ/Editions_1-9

A la lecture de ce tableau, on constate un faible enregistrement des affaires liées au détournement de derniers publics au cours de l'année judiciaire 2010-2011 ainsi qu'au niveau des années 2019-2020 et 2020-2021. Quant à l'infraction assassinat on a enregistré le plus faible effectif en 2011-2012. Les cas de meurtre ont connu leur plus faible effectif en 2010-2011. Un volume important d'affaires civiles a été enregistré sur la période contrairement aux affaires commerciales qui ont connu une nette diminution à partir de 2016 (année de mise en fonction du tribunal de commerce). Les affaires de litiges champêtres et de divorces ont connu un accroissement significatif de 2012-2013 à 2018-2019.